

Le bras long de la répression

Comment l'Europe traque la dissidence



Traité de Lisbonne

Jusque 2009 „coopération judiciaire et policière“ avec statut particulier

Maintenant dans le „Traité sur le fonctionnement de l'UE“

Le Conseil décide à la majorité



Conseil de l'Union Européenne

28 ministres des Etats
Membres selon thème

Nomme groupes de travail
Ex: affaires étrangères,
migration, terrorisme, justice

Présidence tournante (6
mois)



Commission Européenne

Compétente aussi pour
affaires internes EU

Propositions pour
directives ou règlements

Contrôle les agences
pour la justice et affaires
intérieures



Parlement Européen

Négocie avec le Conseil
et la Commission sur les
propositions législatives
(Trilogue)

Vote les lois



Agences pour la justice et les affaires intérieures

Frontex

A Varsovie pour les
frontières terrestres,
marines et aériennes

Maintenant „Agence
européenne de garde-
frontières et de garde-
côtes“



Agences pour la justice et les affaires intérieures

Europol

A la Haye pour terrorisme,
criminalité organisée et cyber-
criminalité

Collecte de données,
opérations

„Centre anti-terreur“, „Centre
contre la migration illégale“,
„Centre contre la cyber-
criminalité“



Agences pour la justice et les affaires intérieures

Eurojust

A La Haye pour la
coopération judiciaire

Coordonne les poursuites
pénales transfrontalières

Nouveau: „Parquet
européen“



L'entraide judiciaire

Accords multilatéraux

Convention Eu. d'entraide judiciaire en matière pénale

Traité de Prüm (ADN, empreintes digitales)

Convention d'application de Schengen

Directive UE pour reconnaissance mutuelle en matière civile et pénale

Mandat d'arrêt européen



Le système d'information de Schengen

Plus gros fichier européen de recherche de police

Plus de 76 millions de personnes et objets

La plupart des enregistrements d'Italie (20 Mio), France (11 Mio), Allemagne (>10 Mio)

5 milliards de demandes en 2017



Le système d'information de Schengen

58 Mio de documents recherchés

3,6 Mio de véhicules

158 avions

500.000 armes à feu

3,3 Mio de plaques
d'immatriculation



Le système d'information de Schengen

900.000 signalements de personnes

Art. 24 SIS-II-Décision du Conseil, Refus de séjour ou d'entrée (501.996)

Art. 34, personnes ou témoins cités à comparaître (120.404)

Art. 32, jeunes (71.689) et adultes (35.042) signalés disparus

Art. 26, mandat d'arrêt européen (37.677),



Le système d'information de Schengen

Article 36 , recherches discrètes (129.983)

Effectuées en UE par la police ou les services secrets

Nombre augmente considérablement

Un tiers des recherches positives



Autres „banques de données“

Systeme d'information sur les visas (VIS)

Systeme europeen de comparaison des empreintes digitales (EURODAC)

Dossier des passagers (PNR)

Casiers judiciaires (ECRIS)

Banques de données d'EUROPOL

„Systeme entrees/sorties“

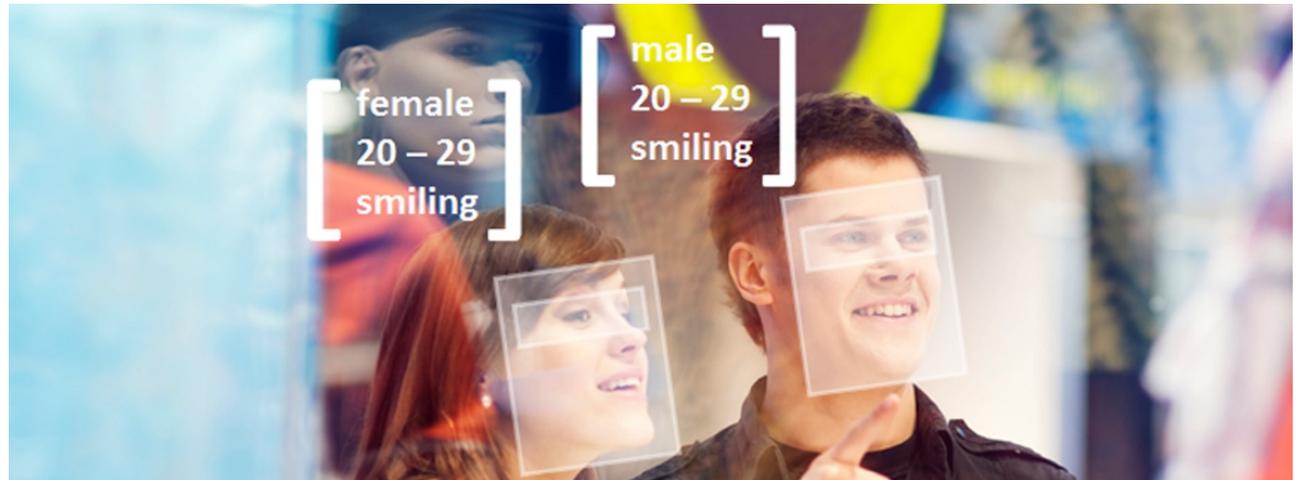
„Systeme europeen d'information et d'autorisation concernant les voyages “ (ETIAS)

Index europeen des registres de police (EPRIS)



Reconnaissance faciale

De plus ne plus de banques de données contiennent des informations biométriques
D'abord mis en place contre les exilé.e.s
3 personnes identifiées par ce moyen au G20



Décision d'enquête européenne

Mise en oeuvre de l'information judiciaire

Travail commun avec les acteurs
compétents (Tribunaux, juges d'instructions,
Parquet)

L'Etat d'émission mandate l'Etat
d'exécution

Reconnaissance „sans plus de formalités“



Décision d'enquête européenne

Mesures d'enquête immédiates, au plus tard 90 jours après la reconnaissance par l'Etat d'exécution

L'Etat d'exécution prend en charge les coûts

Validée par les autorités compétentes dans l'état d'émission (Tribunal, juge d'instruction ou Parquet)

Autorisation par le juge dans l'Etat d'exécution, si nécessaire



EU-Ermittlungsanordnung

“Transfèrement temporaire d’une personne détenue” (mandat d’arrêt européen)

Audition par télé- ou visioconférence

Enquêtes discrètes (avec limitations)



Décision d'enquête européenne

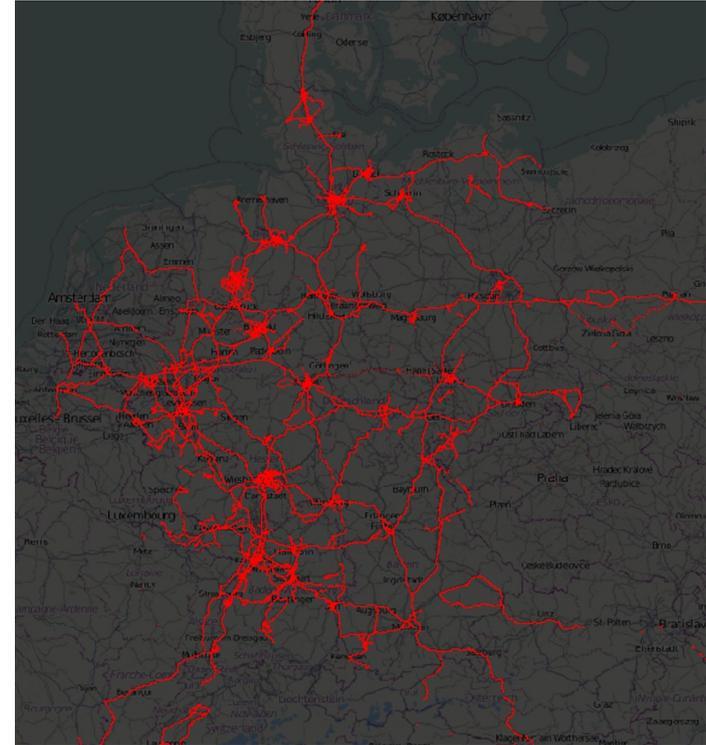
Surveillance des
télécommunications

Décryptage

Mesures d'investigations
en temps réel

Fournitures de données
de géolocalisation

Recherche d'éléments bancaires



Téléphones comme outils de géolocalisation

Relevé des bornes téléphoniques

Texto silencieux

IMSI-Catcher



„Tsunami digital“

Surveillance de
télécommunication

Logiciels espions -
Troyens

Décryptage

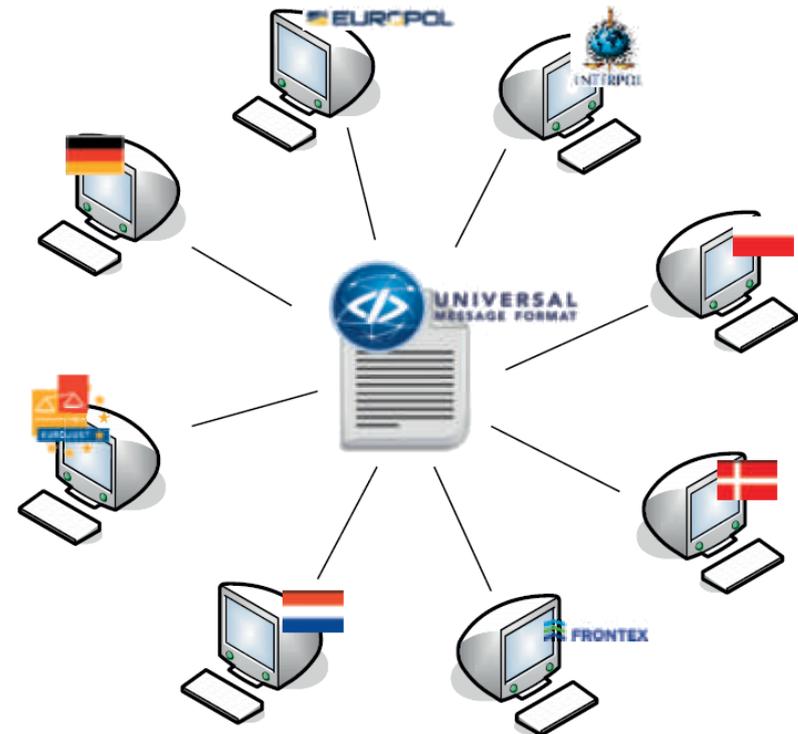
Centre à Europol

„Tsunami digital“

Tracage de données
sur internet

Anticipation avec les
réseaux sociaux

Censure



„Moyens de preuves électroniques“

Projet de règlement de la Commission sur la saisie des données sur les serveurs à l'étranger

Pour les entreprises de services de communication interpersonnels:

Clouds, téléphonie par internet, Messenger, E-Mails et sites marchandes

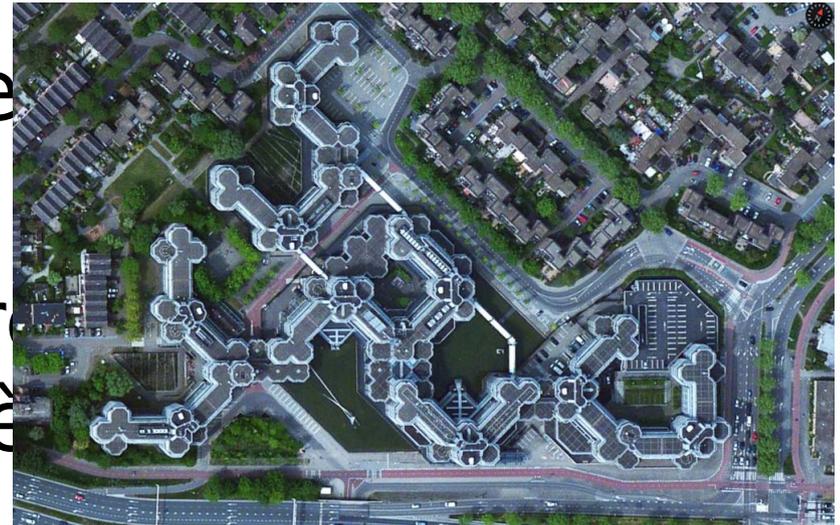
„Groupe anti-terroriste“ (CTG)

Créé après le 11/09 par le
„Groupe de travail de la

Alliance des services secrets
des Etats Membres, Norvège

Depuis 2016, „plateforme opératoire“ a
La Haye, détails gardés secrets

Echanges de données en temps réel



Groupe de travail de la police sur le terrorisme “ (PWGT)

Création en 1979 sur proposition de la Belgique, la GB et l'Allemagne

Comprend tous les Etats Membres ainsi que la Finlande, la Norvège et la Suisse

„Questions actuelles sur la recherche des terroristes“

„Prévenir les activités violentes terroristes et politiques“



Réseaux policiers informels

Groupes de travail internationaux des indicis
(IWG, ECG)

Echanges stratégiques

Questions techniques actuelles



Demandes d'informations avec datenschmutz.de

Vorname

Nachname

Straße und Hausnummer

Postleitzahl

Ort

Geboren am

Geburtsort

Generiere Briefe an:

Bund	Länder	Österreich
<input type="checkbox"/> Bundesamt für Verfassungsschutz ¹	Baden-Württemberg	<input type="checkbox"/> Innenministerium ⁶
<input type="checkbox"/> Bundeskriminalamt ⁴	<input type="checkbox"/> LKA Baden-Württemberg	Länder
<input type="checkbox"/> Bundespolizei ⁹	<input type="checkbox"/> Verfassungsschutz Baden-Württemberg ¹	<input type="checkbox"/> Bundespolizeidirektion Wien ⁶
<input type="checkbox"/> Visa-Warndatei ⁸	Bayern	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Burgenland ⁶
<input type="checkbox"/> Zentrales Verfahrnsregister	<input type="checkbox"/> LKA Bayern	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Kärnten ⁶
<input type="checkbox"/> Zoll ¹⁰	<input type="checkbox"/> Verfassungsschutz Bayern ¹	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Niederösterreich ⁶
Bundeswehr	Berlin	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Oberösterreich ⁶
<input type="checkbox"/> BM Verteidigung ¹²	<input type="checkbox"/> LKA Berlin	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Salzburg ⁶
International	<input type="checkbox"/> Verfassungsschutz Berlin	<input type="checkbox"/> Sicherheitsdirektion Steiermark ⁶
EU-BRD	Brandenburg	
<input type="checkbox"/> SIS, Prüm, Europol ^{2,4,11}	<input type="checkbox"/> LKA Brandenburg	
	<input type="checkbox"/> Verfassungsschutz	



Le bras long de la répression



Textes en allemand: digit.so36.net

Textes en anglais: digit.site36.net

Sur Twitter: @matthimon

